



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

24-12-2014

Alstom : la curée !

La vente du pôle énergie d'Alstom vient d'être officialisée, 70 % du chiffre d'affaires de l'entreprise est cédé à la multinationale américaine Général- Electric pour 12,5 milliards d'euros.

Cette activité emploie 65 000 salariés et 390 sociétés implantées dans une soixantaine de pays. C'est cet ensemble qui est concerné par la vente, le nouveau groupe parle déjà de transfert d'activité, on en devine la signification.

Le démantèlement, déjà bien entamé de cette ex-entreprise nationale va se poursuivre avec la complicité sans faille du gouvernement qui pour sa part va participer à la curée des richesses produites par les travailleurs en rachetant les actions Bouygues.

La première décision prise par le nouveau conseil d'administration a été la distribution de 4 milliards d'euros aux actionnaires et 4 millions au PDG d'Alstom Patrick Kron pour son travail de destruction.

Au passage, Bouygues veut vendre ses parts (30 %) pour réaliser une opération financière juteuse.

Tout pour le profit, rien pour les travailleurs, la nocivité de ces prédateurs éclate au grand jour.

Alstom est un fleuron industriel aux multiples métiers (voir nos articles-rubrique documents avril et juin 2014) indispensable aux besoins énergétiques et au développement des transports publics.

Mais le souci premier du gouvernement est de répondre aux exigences des multinationales, peu importe les conséquences.

Pour preuve, la branche transport d'Alstom est très menacée alors que les besoins de construction de matériel sont énormes : remplacement des TGV usés, des rames de transports régionaux obsolètes, des rames de métros à bout de souffle etc., il y a du travail pour des dizaines d'années.

À Belfort, 320 emplois sur 560 vont être supprimés dans la branche transport, autant dire que la fabrication du matériel de transport va disparaître.

Selon le journal Le Figaro, la moitié des bâtiments de Belfort ne sont plus occupés depuis les démantèlements successifs débutés en 1990.

Les ateliers actuels seraient consacrés à la maintenance du matériel roulant ce qui représente 50 à 150 personnes au maximum.

C'est un nouveau coup porté à l'industrie nationale, il faut y mettre un coup d'arrêt.

Il est urgent d'engager la lutte pour chasser les prédateurs de l'entreprise sans aucune indemnité et sans préavis, redonner aux travailleurs, à la nation, la maîtrise des moyens de production indispensables au développement des services publics de l'énergie et des transports. C'est un enjeu national, c'est à ce niveau que la lutte doit être engagée.